REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité | Travail | Progrès

MINISTERE DES FINANCES

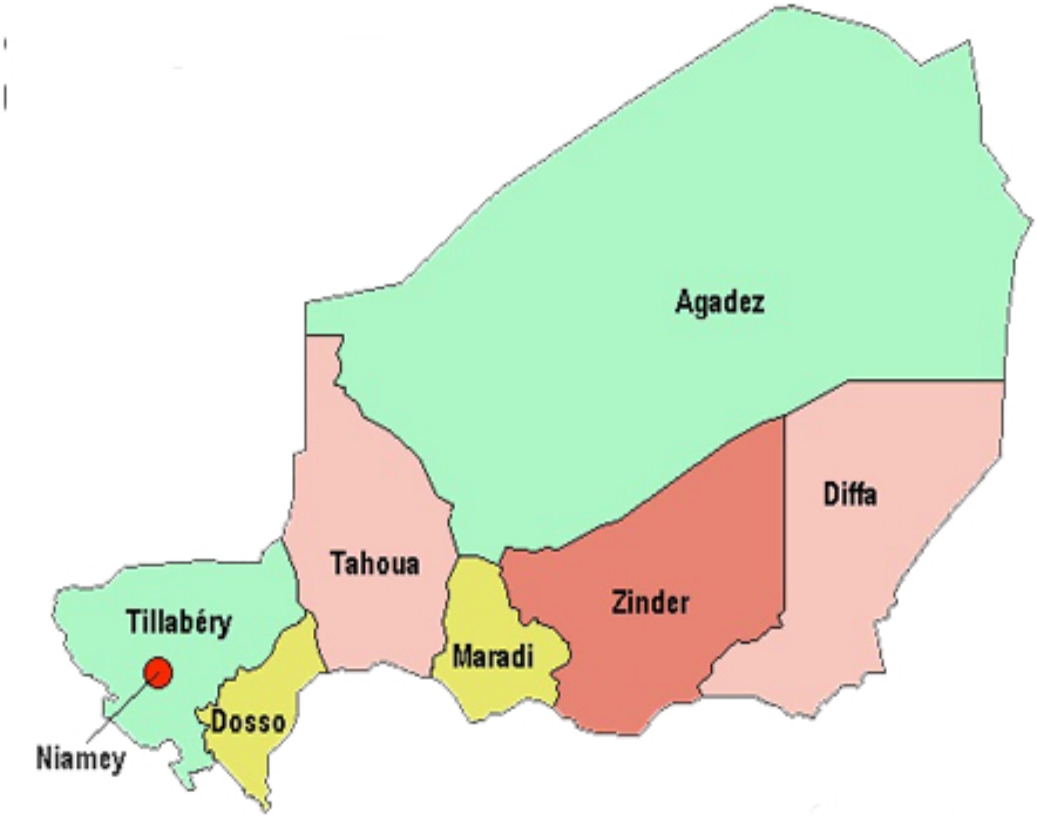
Le budget est l'affaire de tout citoyen

Budget citoyen 2020

Toute l'information sur
www.finances.gouv.ne

République du Niger

Fraternité - Travail - Progrès



Budget citoyen 2020

AVANT-PROPOS

L'exercice budgétaire 2020 intervient dans un contexte particulier, teinté par une situation sécuritaire délétère, qui nécessite de la part de l'Etat des efforts financiers considérables. Aussi, le changement climatique et la volatilité des marchés des matières premières apparaissent entre autres comme des facteurs ayant un impact certain sur les performances de notre économie.

Néanmoins, le Gouvernement poursuivra ses efforts dans l'optique de maintenir la stabilité macroéconomique et l'amélioration de la gestion des finances publiques à travers une mobilisation accrue des recettes fiscales, une meilleure maitrise des dépenses publiques et le renforcement de la gestion de la trésorerie et de la dette publique. A cela s'ajoutent l'amélioration de la transparence dans la gestion des secteurs pétroliers et miniers et la poursuite des actions de soutien au développement du secteur privé et financier. L'action de l'Etat se matérialisera également à travers l'implémentation des projets phares du Gouvernement à savoir, la construction d'importantes infrastructures au bénéfice des populations

Le présent Budget citoyen est conçu par mon département ministériel et mis à la disposition de nos concitoyens, afin de les informer sur la provenance et la destination des ressources dont ils sont contribuables et bénéficiaires, conformément à l'esprit de la Loi n°2014-07 du 16 avril 2014, portant adoption du Code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA.

Ministre des Finances

Dr AHMAT JIDOUD

INTRODUCTION

La conception et l'exécution du budget de l'Etat est un exercice participatif, à l'initiative du Gouvernement à travers le Ministère des Finances, les ministères sectoriels ainsi que les institutions de la république. Sa mise en oeuvre a pour objectif de fournir aux citoyens, des services publics de qualité en l'occurrence en matière de sécurité, d'éducation, de santé, d'accès à l'eau potable etc.

Ainsi, pour une meilleure implication des citoyens dans le processus d'élaboration du budget, mais également pour qu'ils s'en approprient, il est nécessaire que ces derniers aient accès à une information budgétaire crédible. Aussi, eu égard de sa complexité, il est indispensable que cette information soit transmise aux citoyens dans un langage accessible à tous. Tel est l'objectif du budget citoyen, qui se définie comme une version simplifiée de la Loi de finances. Il résume les principaux chiffres figurant dans celle-ci, en mettant en évidence la façon dont les dépenses sont réparties pour financer les services publics, ainsi que les recettes provenant de diverses sources. Il facilite la lecture et la compréhension des inscriptions budgétaires afin de permettre à chaque citoyen et par extension les Organisations de la Société Civile (OSC) de jouer pleinement leur rôle de veille citoyenne.

En fin, cette déclinaison du budget de l'Etat offre aux citoyens une vision claire sur l'utilisation des ressources, pour une meilleure participation de leur part dans l'évaluation des politiques publiques, conçues et mises en oeuvre par l'Etat.

SOMMAIRE

Introduction.....5

PARTIE 1

Les étapes de l'élaboration du budget de l'Etat.....6

Définition de queleques concepts.....7

PARTIE 2

Contexte d'élaboration du projet de Loi de finances de l'année 2020.....8

Hypothèses de projection.....9

Les recettes.....10

Les dépenses.....11

Répartition du bedget par secteur.....12

Budget citoyen
PREMIERE PARTIE

Grandes étapes du processus d'élaboration du budget de l'Etat

PHASE	ACTIVITES	ACTEURS	CALENDRIER
Cadrage budgétaire	Définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires	Cab/PM -DGB/MF- DGE/MP	Janvier-Février
	Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses) et sectorielles (crédits budgétaires des ministères et institutions) à travers le cadrage budgétaire.	DGB/MF	Mars-Avril
	Elaboration des DPPD (avant-projets de budget) des ministères et des institutions.	Ministères sectoriels	Mai-Juin
PHASE	**ACTIVITES**	**ACTEURS**	**CALENDRIER**
Arbitrage	Examen technique des DPPD des ministères et des institutions	DGB/MF	Juillet
	Arbitrage des DPPD des ministères et institutions par le Ministère en charge des Finances	MF	Juillet-Août
	Arbitrage de l'avant-projet de loi de finances en Conseil de ministres	Gouvernement	Septembre
	Adoption de l'avant-projet de loi de finances par le Gouvernement	Gouvernement	
PHASE	**ACTIVITES**	**ACTEURS**	**CALENDRIER**
Vote	Dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale	SG-Gouvernement	Septembre
	Examen par la Commission Finances et Budget de l'Assemblée Nationale e t vote de la loi de finances par le Parlement	Parlement	Octobre-Décembre
	Promulgation de la loi de finances par le Président de la République	PRN	Décembre

Définition de quelques concepts liés au budget 7

Budget de l'Etat : Le budget de l'Etat est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses de l'Etat pour une année civile. Il est constitué d'un ensemble de comptes qui décrivent toutes les ressources et toutes les charges de l'Etat.

Le budget de l'Etat est fixé par les lois de finances qui font l'objet d'un vote du Parlement :

- la loi de finances initiale (LFI) qui prévoit et autorise l'ensemble des ressources et des charges de l'État.
- les lois de finances rectificatives (LFR) ou "collectifs budgétaires" modifient en cours d'année les dispositions de la LFI ;
- la loi de règlement qui arrête le montant définitif des recettes et des dépenses du budget, ainsi que le résultat budgétaire (déficit ou excédent).

Déficit budgétaire : Le déficit budgétaire est, pour une année donnée, le solde négatif du budget d'un Etat lorsque ses dépenses (hors remboursement d'emprunt) excèdent ses recettes (hors emprunt). L'Etat ne pouvant être en cessation de paiement, un déficit budgétaire nécessite que celui-ci contracte de nouveaux emprunts qui ont pour conséquence d'augmenter la dette publique.

On parle d'excédent budgétaire si le solde est positif et de budget en équilibre s'il est nul.

Le déficit budgétaire ne doit pas être confondu avec le déficit public qui englobe le solde des recettes et des dépenses des autres administrations publiques (collectivités territoriales et organismes de Sécurité sociale notamment).

Aide publique au développement /APD : L'aide publique au développement (APD) est l'ensemble des dons et des prêts à conditions très favorables (nets des remboursements en capital) accordés par des organismes publics aux pays et aux territoires figurant sur la liste des bénéficiaires du « Comité d'aide au développement » (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

SOURCE. Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) France.

Dette publique : La dette publique, c'est la dette de l'Etat. Elle représente la totalité des engagements d'un Etat (les administrations centrales, locales et de sécurité sociale) à une date déterminée ; elle est le résultat des flux de ressources empruntées et remboursées par un Etat jusqu'à cette date.

Don projet : c'est une aide financière non remboursable provenant des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), octroyée à un Etat pour la mise en oeuvre d'un projet de développementpréalablement défini.

Don programme : c(est une aide financière non remboursable provenant des Partenaires Techniques et Fnanciers non affectée préalablement à unprojet de développement.

Budget citoyen
DEUXIEME PARTIE

Le budget de l'Etat, exercice 2020, intervient dans un contexte marqué par des défis liés à la sécurité régionale impliquant de fortes pressions sur les ressources ; à la volatilité des cours mondiaux des matières premières ; aux aléas climatiques.

Sur le plan économique, on note une progression de la croissance au plan national et ce, malgré un fléchissement au plan international.

a.Orientations et choix stratégiques du budget 2020

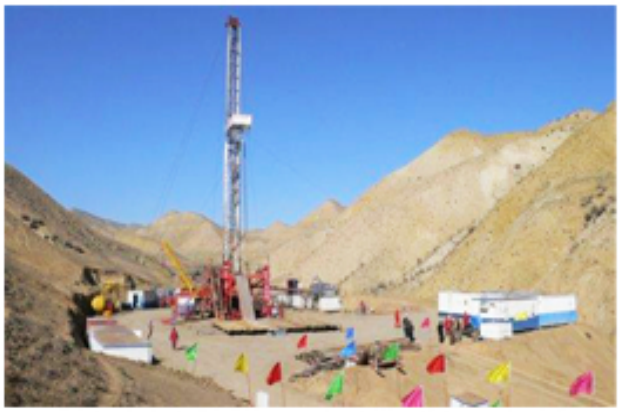
En matière budgétaire, le Gouvernement poursuivra la mise en luvre de sa stratégie de réduction du déficit budgétaire de manière à le ramener en dessous de la norme communautaire de 3% maximum.

Les efforts seront axés sur la mobilisation des ressources internes et externes et l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des dépenses publiques, afin de créer un espace budgétaire nécessaire à la poursuite des investissements dans les infrastructures socioéconomiques.

Le Gouvernement s'attachera également au développement du secteur privé et à la transformation économique, en favorisant la création d'unités industrielles et de PME/PMI, à travers l'amélioration du climat des affaires, l'attraction des investisseurs privés et le renforcement du capital humain ainsi que la réduction des coûts des facteurs de production, transports et énergie notamment.

Le financement de l'économie sera amélioré par la promotion du développement du secteur financier, avec l'installation de nouvelles banques et l'élargissement du réseau existant, et de l'inclusion financière par la mise en luvre effective de la Stratégie Nationale de Finance Inclusive Révisée.

Au niveau des dépenses, les mesures de rationalisation et d'amélioration de la qualité et de l'efficacité des dépenses seront renforcées par la poursuite de la réforme sur le budget-programme, la modernisation des systèmes informatisés de suivi de l'exécution du budget et des marchés publics et le déploiement du Compte Unique du Trésor ainsi que l'amélioration des Projets Annuels de Performance à partir de l'analyse des premiers Rapports Annuels de Performance, qui seront élaborés pour l'exercice 2018



Puits pétrolier dans le bassin d'Agadem

Une unité des Forces Arméés Nigériennes (FAN) dans la lutte contre le terrorisme.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions budgétaires pour l'excercice 2020sont les suivantes :

Au niveau régional,

l'activité économique se déroulerait dans un contexte marqué par la consolidation de la croissance économique notamment au Nigeria. L'intégration économique connaitrait une avancée majeure grâce à la concrétisation de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf). Sur le plan sécuritaire, la situation s'améliorerait grâce aux actions coordonnées des Etats à travers les différentes forces multinationales engagées dans la lutte contre le terrorisme, notamment celles du G5-SAHEL.

Sur le plan national,

l'activité économique serait marquée par :

le raffermissement de la stabilité sociopolitique et de la situation sécuritaire ;

l'accélération de la mise en oeuvre du PDES 2017-2021 ;

l'implémentation des projets phares du Gouvernement relatifs à la construction d'infrastructures ;

la construction du pipeline pour l'exportation du pétrole brut à partir de l'année 2022;

la construction du pipeline interne ;

la construction de la tour du pétrole ;

la construction de l'hôpital de référence de Tahoua ;

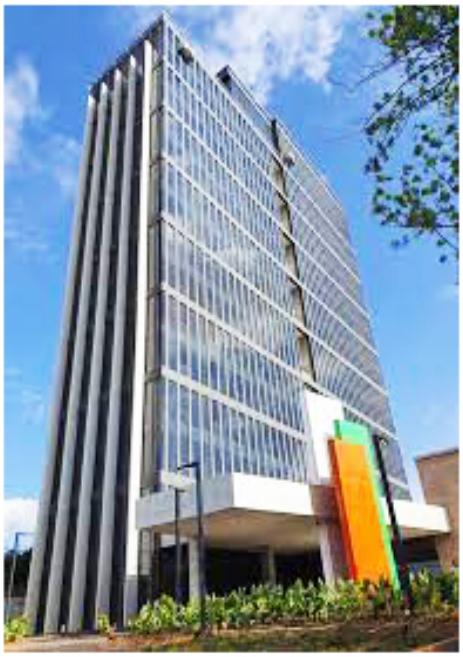
la construction de l'immeuble des finances ;

la construction de la cimenterie de Garadawa;

la poursuite de la mise en oeuvre des investissements de l'Initiative 3N et du Programme du Millenium Chalenge Corporation (MCC) ainsi que les travaux du barrage de Kandadji;

la consolidation des réformes économiques et financières.

Sur la base de ces hypothèses, la croissance économique globale s'établirait à 6,0% en 2020, 5,6% en 2021 et 11,9% en 2022, soit une moyenne de 7,8% sur la période.
L'inflation serait maintenue, en moyenne annuelle à 2,0%, en dessous de la limite maximum de 3,0% fixée par l'UEMOA.



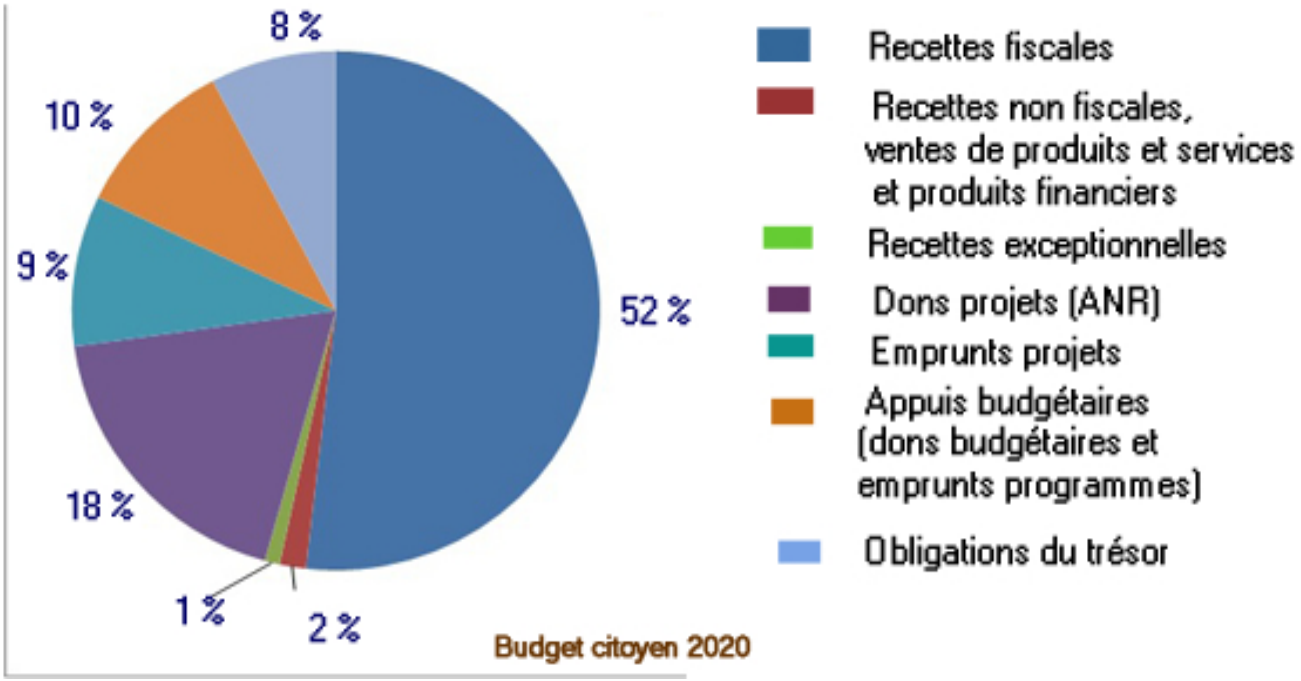
Immeuble du Minitère des Finances

Projet de construction du pipeline

Présentation du budget 2020. Les recettes

Les ressources du budget général au titre de l'année 2020 s'élèvent à un montant de 2.266,15 milliards de FCFA contre 2.157,31 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 108,84 milliards FCFA en valeur absolue, correspondant à 5,05% en valeur relative.
Répartition par grandes natures des recettes du budget général (en milliards de FCFA) :

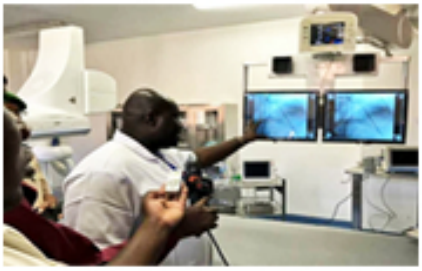
Libellé	2019	2020	Variation	
			Montant	%
Recettes fiscales	1 072,46	1 174,22	101,76	9,49%
Recettes non fiscales, ventes de produits et services et produits financiers	37,36	36,55	-0,81	-2,17%
Recettes exceptionnelles	22,99	20,77	-2,22	-9,67%
Total recettes internes	1 132,81	1 231,54	98,73	8,72%
Dons projets (ANR)	334,34	418,28	83,94	25,10%
Emprunts projets	210,5	212,69	2,19	1,04%
Appuis budgétaires (dons budgétaires et emprunts programmes)	300,21	228,64	-71,57	-23,84%
Total recettes externes	845,05	859,61	14,56	1,72%
Obligations du trésor	179,45	175,00	-4,45	-2,48%
TOTAL GENERAL	2 157,31	2 266,15	108,84	5,05%

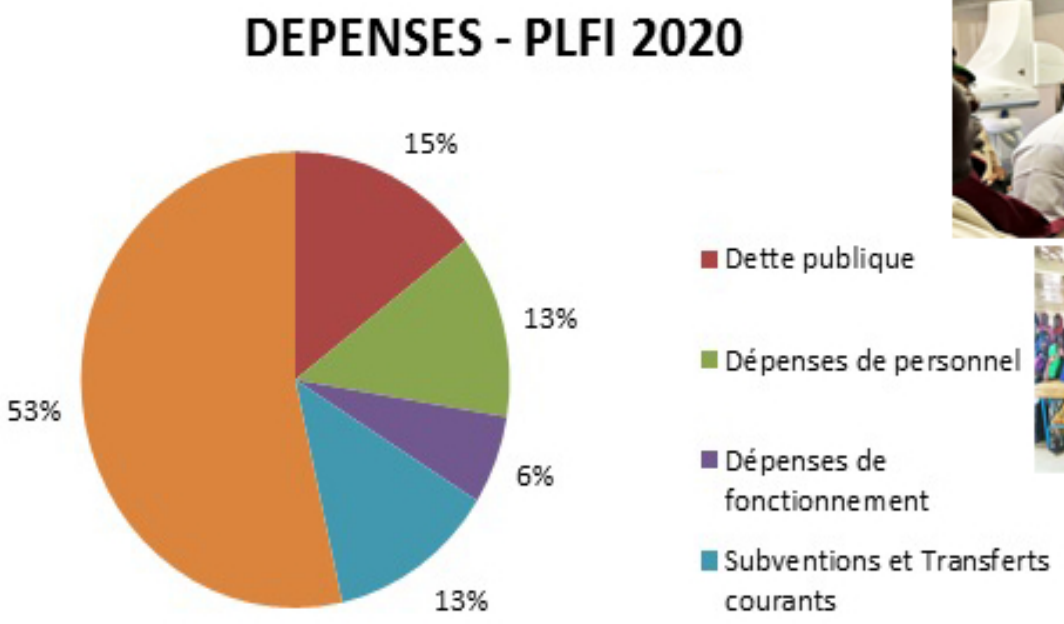


Présentation du budget 2020. Les dépenses :

Les prévisions 2020 au titre des dépenses budgétaires totales s'élèvent à un montant de de 2.266,15 milliards de FCFA contre 2.157,31 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 108,84 milliards FCFA en valeur absolue, correspondant à 5,05% en valeur relative.
Évolution des prévisions des dépenses budgétaires de l'Etat par catégorie (en milliards de FCFA) :

RUBRIQUES	Montant PLF 2020
Dette publique	329,97
Dépenses de personnel	295,76
Dépenses de fonctionnement	142,25
Subventions et Transferts courants	285,54
Investissement exécutés par l'Etat:	1 212,64
Trésor	579,10
PPTE	2,58
Dons projets	418,28
Emprunts projets	212,69
TOTAL GENERAL	2 266,15





La répartition du budget par secteur

Le budget de l'Etat au titre de l'exercice 2020 est repartit par secteur comme suit : Pour la consolidation des institutions démocratiques l'Etat consacre 140 975 681 714, soit 8,66% ; pour la sécurité le montant alloué est de 221 513 198 288, soit 13,61% ; dans le secteur de l'hydraulique rural et urbaine, l'enveloppe s'élève à 49 863 824 697, soit 3,06% ; dans celui du développement rural et la sécurité alimentaire l'Etat consacre, 377 876 145 075, soit 23,22% ; dans le secteur éducatif, l'enveloppe s'élève à 293 166 365 219, soit 18,01% ; pour celui de la santé le montant alloué est de 168 240 865 785, soit 10,34% ; l'enveloppe consacrée au secteur de l'énergie et des infrastructures est de 285 353 089 661, soit 17,53% ; en ce qui concerne les régies financières pour la mobilisation des ressources internes, 58 303 419 890 y sont consacrés, soit 3,58% du budget enfin, 32 156 318 694, sont affecté à d'autres secteurs soit 1,98%.

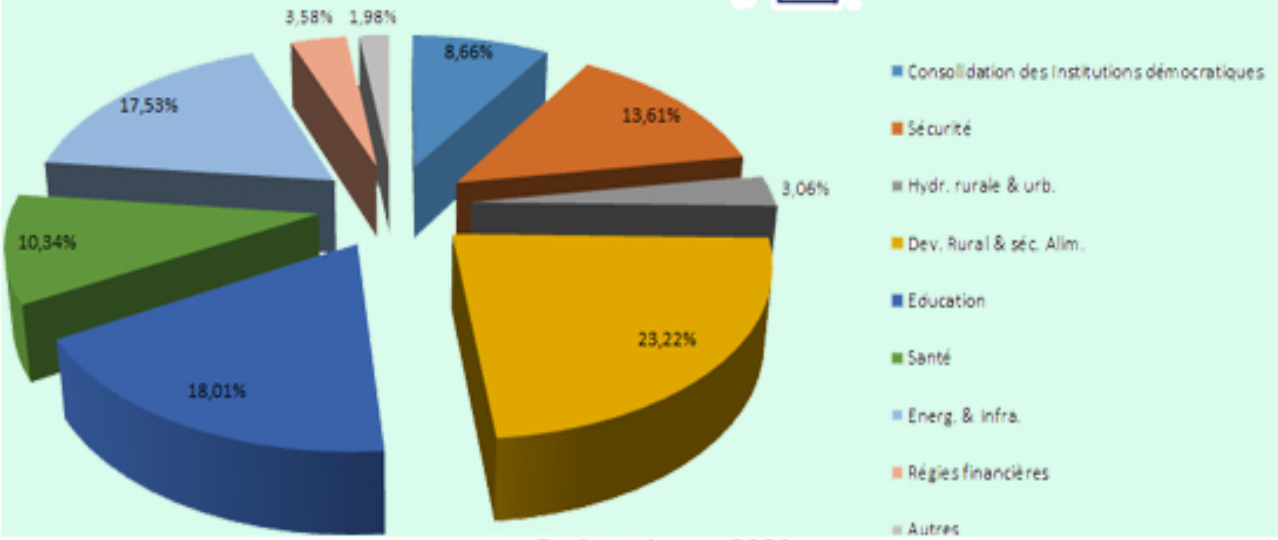
Ainsi, les secteurs qui bénéficient le plus d'allocationss budgétaires sont respectivement ; le secteur du développement rural et la sécurité alimentaire, l'éducation, l'énergie et infrastructures, la sécurité et la santé.

377 876 145 075 F CFA
dans le développement rural et la sécurité alimentairer (environnement, agriculture, élevage...etc)

293 166 365 219 F CFA
dans l'éducation (enseignement de base, secondaire, supérieur, professionnel et technique)

285 353 089 661 F CFA
dans le secteur énergétique et les infrastructures routières et autres

221 513 198 288 F CFA
dans les domaines fe lz défense et de la sécurité.

Budget 2020 par secteurt

168 240 865 785 F CFA
dans le secteur de la santé publique